

## **Une nouvelle Étude de l'UE montre l'étendue de l'exclusion financière de millions d'Européens**

---

News press AFP Commission Européenne 28/05/2008 15:57

[http://www.newspress.fr/communiqu\\_e\\_202828\\_645.aspx](http://www.newspress.fr/communiqu_e_202828_645.aspx)

Selon une nouvelle étude présentée par la Commission européenne aujourd'hui, des millions d'Européens se trouvent confrontés à un risque accru d'exclusion sociale par manque d'accès aux services financiers de base.

Elle révèle que 2 adultes sur 10 des pays de l'UE-15 et près de la moitié de ceux de l'UE-10 (47%) n'ont pas de compte en banque et qu'une bien plus grande proportion encore n'a pas d'économies et ne peut obtenir des crédits. Les résultats de cette étude seront examinés aujourd'hui lors d'une conférence de haut niveau qui se tiendra à Bruxelles et rassemblera des représentants du secteur financier, des groupes de consommateurs, des pouvoirs publics et des ONG.

Cette initiative s'inscrit dans le prolongement du réexamen du marché unique réalisé en novembre 2007, à l'occasion duquel la Commission a fait part de son intention de veiller à ce que, à une date donnée, personne ne se voie refuser l'ouverture d'un compte courant bancaire.

Pour Vladimír Spidla, le commissaire responsable de l'emploi, des affaires sociales et de l'égalité des chances, «l'exclusion sociale - qui réside dans la privation d'accès à des services financiers adéquats - peut empêcher les citoyens de participer pleinement à la société, par exemple en les privant de la possibilité de trouver un emploi dès lors qu'ils ne peuvent recevoir de virements sur un compte en banque». Et d'ajouter : «Les pouvoirs publics, tant au niveau national qu'europpéen, doivent veiller à ce que tous les Européens puissent obtenir et utiliser normalement les services financiers dont ils ont besoin».

Charlie McCreevy, le commissaire en charge du marché intérieur et des services a déclaré, pour sa part : «Les marchés qui fonctionnent bien, avec des règles claires et une forte compétition sont les moteurs importants qui assurent la promotion de l'inclusion sociale. Ils créent les emplois, les salaires élevés, la croissance et les opportunités. Ces marchés incitent les entreprises à réfléchir comment ils peuvent rendre avantageux les niches qui à l'origine ne paraît pas rentable. La Commission cherche l'équilibre entre l'agenda social et l'agenda économique. Ces deux agendas ne doivent pas se contredire et l'un peut stimuler l'autre.».

L'accès aux services financiers est crucial pour la participation à la vie économique et sociale. Et pourtant, dans les pays de l'UE-15, deux adultes sur dix ne peuvent réaliser des transactions bancaires, environ trois sur dix n'ont pas d'économies et quatre sur dix ne disposent d'aucun crédit, bien qu'ils soient nettement moins nombreux (moins d'un sur dix) à se plaindre d'obstruction au crédit. Par comparaison, un tiers des citoyens des nouveaux États membres (UE-10) sont victimes d'exclusion financière, plus de la moitié d'entre-eux n'ont pas de compte en banque ni d'économies et près des trois-quarts ne peuvent obtenir des crédits reconductibles.

Les personnes qui vivent sur de bas revenus sont les premières touchées, mais le fait de vivre dans une zone défavorisée augmente la probabilité d'exclusion financière, au même titre que le fait de vivre dans une zone rurale dans les nouveaux États membres. L'exclusion financière s'inscrit dans un phénomène d'exclusion sociale bien plus large auquel se trouvent confrontés certains groupes qui ne peuvent avoir accès à des services essentiels de qualité tels que l'emploi, le logement, l'éducation ou encore les soins de santé.

L'étude «Financial Services Provision and Prévention of Financial Exclusion» (Prestation de

services financiers et prévention de l'exclusion financière) qui est présentée aujourd'hui fournit des données sur les niveaux, les causes et les conséquences de l'exclusion financière dans les États membres. Elle rend également compte de la diversité des réponses politiques élaborées dans 14 États membres différents dans le domaine des transactions bancaires, du crédit et de l'épargne. Enfin, elle suggère toute une série de réponses stratégiques envisageables. L'étude, commanditée par la Commission, a été menée par le Réseau Financement Alternatif (Belgique), l'université de Bristol (Royaume-Uni), l'université de Milan (Italie) et la School of Economics de Varsovie (Pologne).

Cette conférence accueillera plus de 400 participants d'Europe mais aussi du monde entier. Elle rend bien compte de la vision qu'entend promouvoir le nouvel agenda social que la Commission doit adopter le mois prochain.